

USR CGT Arles le 24 janvier 2019

ASSEMBLEE GENERALE DE REMISE DES CARTES ANNEE 2019

Bonjour à toutes et à tous, camarades,

Nous nous retrouvons en assemblée générale de remise des cartes pour l'année 2019. Au nom de l'USR CGT d'Arles nous vous souhaitons une bonne et belle année 2019 chargée de luttes et de victoires pour nos revendications. Nous souhaitons à nos camarades qui ne peuvent assister à notre assemblée générale, pour des raisons de santé, nos vœux de prompt rétablissement. Nous avons le plaisir d'avoir parmi nous Claude Mas secrétaire générale de l'USR CGT 13

Les politiques ultralibérales de Macron et de ses députés asservis pour le grand patronat se traduisent par une régression sociale de grande ampleur.

- augmentation de la CSG de 1,7 % à partir de janvier 2018 soit une augmentation de 25 %
- baisse des allocations personnalisées logement de 5 € par mois,
- maintien des 0,3 % de prélèvement pour la CASA.
- maintien de la suppression de la demi part comptée, relative à l'impôt sur le revenu, pour les veuves, veufs, divorcés et séparées qui ont élevé au moins un enfant,
- maintien de la fiscalisation de la majoration pour les foyers qui ont élevé trois enfants et plus ,
- extension du gel des pensions pour les années 2018, 2019, 2020 compte tenu qu'il est envisagé une augmentation de 0,3% par an alors que l'inflation pour 2018 est de 1,9% lissée sur 12 mois. Les mesures gouvernementales représentent une perte de 23 jours non payés depuis ces 10 dernières années.
- attaque sans précédent contre les services publics. Dégradation générale du système de santé, déserts médicaux, fermetures de services dans les hôpitaux, suppression du SMUR à l'hôpital d'Arles. Tous les domaines du secteur et services publics sont concernés, la poste, la CAF, les transports en commun, l'éducation nationale, la justice, la jeunesse, les personnes âgées, les finances, la culture, le logement et bien d'autres.
- suppression larvée de la sécurité sociale par le remplacement des cotisations par l'impôt afin d'exonérer le patronat des cotisations des salaires socialisées.
- en matière des services publics spécifiques pour les retraités le constat est terrifiant.

Les EHPAD ne correspondent pas aux besoins, les insuffisances en nombre de

personnel et aux moyens qui leur sont attribués engendre de la maltraitance institutionnelle des résidents.

Quant au service de maintien à domicile les enveloppes financières sont en baisses constante chaque année, de fait réduisant le nombre d'heures d'intervention et l'ouverture des droits et depuis la Loi Borloo en 2005 le service à la personne a été atomisé en une multitude d'entreprises

Des riches de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres

Seule la redistribution des richesses à la source pour les travailleurs mettra un terme aux inégalités économiques. Pour la CGT ce constat des inégalités sociales et économiques a des causes. Les plus riches ont engrangé 431 milliards € avec une hausse de 15% , Bernard Arnaud a vu sa fortune augmenté de 50 % et a bénéficié d'une défiscalisation de 600 millions € pour sa fondation Vuitton. Le groupe TOTAL a amassé un bénéfice de 16 milliards et les sociétés d'autoroutes privatisées, en 10 ans, ont confisqué aux automobilistes 19 milliards €, somme grandement nécessaire pour l'entretien des infrastructures routières et pour la transition écologique. A ces chiffres astronomiques il faut rajouter les 100 milliards d'évasion fiscale et les 80 milliards d'escroquerie à la TVA.

Pour Macron et consort et pour le patronat la seule politique qui leur importe c'est celle du profit immédiat et de la rentabilité. Nous les retraités nous ne sommes plus rentables, voire inutiles, et pourtant notre investissement dans la vie sociale est réelle est reconnue par l'ensemble des citoyens. La politique ultralibérale de Macron c'est celle du patronat, elle représente un recul de plusieurs siècles, par la destruction de nos conquêtes. Pour appuyer les propos, le film la Sociale retransmet un extrait d'un rassemblement du grand patronat affilié au MEDEF sous la houlette de Gataz. Par son discours le PDG, de Scor réassurances, se lâche et trace le programme de Macron, il dit «il faut préférer l'accumulation à la redistribution » ce qui signifie confiscation des richesses, «nous devons préférer la retraite à la carte à l'indéfendable retraite à 62 ans et à la nouvelle hausse des cotisations sociales réduisant le pouvoir d'achat des salariés et réduisant les marges des entreprises, je préfère les fonds de pensions, je préfère la capitalisation à la répartition». Tout est dit, les orientations sont de capter le maximum d'argent aux salariés et aux retraités et aussi de s'accaparer les services publics en les privatisant. Pour rappel le film la Sociale date de 2015.

D'ailleurs la soit disant augmentation du SMIC de 100 € est vraiment significatif du discours de ce PDG, le patronat n'est pas atteint dans ces marges bénéficiaires; l'augmentation de la prime d'activité est financée par l'impôt.

La France est le troisième pays le plus rentable au monde au regard du capital, pour preuve les actionnaires français sont les champions du monde de redistribution des dividendes qui se sont élevés à 57,4 milliards €, soit les deux tiers des bénéfices des entreprises confisquant d'une part les capacités d'investir et d'autre part en ne redistribuant pas des salaires équitables à ceux qui ont créé les richesses.

La porosité entre le patronat et l'État se traduit aussi par l'injustice fiscale.

Les cadeaux fiscaux aux entreprises du CAC 40 et les autres s'élèvent à 200 milliards: on peut citer le CICE, les exonérations aux cotisations sociales, les baisses successives des impôts sur les bénéfices, les cadeaux sont distribués sans contrat et sans contrepartie. Avec les 40 milliards du CICE il pourrait être créé plus d'un million d'emplois. A elle seule l'imposition sur les rendements financiers qui sont de 325 milliards par an contribuerait à engranger 45 milliards pour la protection sociale et les services publics. A 70% les niches fiscales, pour l'impôt sur le revenu, profitent aux 10 % des plus riches. Ce détournement de fonds publics provoque un déficit de 83 milliards du budget de l'État. Le résultat de cette injustice fiscale ce sont les retraités et les actifs qui payent, par leurs impôts et les taxes, les cadeaux au patronat. Dans la déclaration des droits de l'homme et du citoyen il est dit dans l'article 13, «pour l'entretien de la force publique, et pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable : elle doit être également répartie entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés».

La programmation de la suppression des 120 000 postes de fonctionnaires consiste à fermer les services publics pour les privatiser. Pour exemple à la sous-préfecture d'Arles, le service des cartes grises a été fermé, et parallèlement une boutique privée pour le même service bien entendu payant s'est ouverte.

L'addition de l'ensemble des cadeaux fiscaux s'élève à 420 milliards à comparer au 731 milliards du budget de la protection sociale en France. Macron dit que la protection sociale coûte un pognon de dingue ! Qui sont les véritables assistés en France le patronat avec son cortège de rentiers ou ceux qui créent et ont créé des richesses?

La situation internationale n'est guère florissante

Porosité entre le patronat et l'extrême droite. Ainsi le nouveau président brésilien prononce le discours d'ouverture des rencontres de Davos haut lieu du capitalisme mondialisé, l'Italie dotée du mouvement 5 étoiles et de la ligue du nord se distingue par sa chasse aux réfugiés, en Espagne pour la première fois depuis la mort de Franco l'extrême droite rentre au parlement de la région d'Andalousie. Quant à la France, troisième exportateur d'armement au monde, elle joue le Tartuffe en s'enrichissant sur la mort et les destructions provoquées par les guerres. La France ferme les frontières et chasse les réfugiés tout en interdisant de leur porter secours en Méditerranée. L'accueil des demandeurs d'asile et des réfugiés doit être inconditionnel et digne.

Ce tableau noir dressé, nous engage à combattre ce système ultralibéral.

Nous représentons une force considérable car nous sommes, 16 millions de retraités. Notre histoire de luttes des classes démontre que seuls les mouvements de masse permettent de nouvelles conquêtes : 1936, mai 1968, 1995, le CPE pour les lycéens. C'est par l'action, les rapports de forces, les mobilisations de toutes et tous que nous feront reculer le pouvoir du capitalisme. Nos revendications sont légitimes et légales. Nous avons respecté notre contrat social en contribuant au développement du pays par notre travail et nos cotisations sociales. Macron l'a rompu. Par la mobilisation

contre l'augmentation de la CSG nous avons fait vaciller le gouvernement car à deux reprises il a modifier les seuils des pensions assujetties à la CSG insuffisant car nous revendiquons la suppression totale de cet impôt. De nombreux salariés sont en luttés: celles et ceux de la clinique Monticelli à Marseille, les agents des cantines de la ville de Marseille, victoire des salariés de l'entreprise Hexcel et bien d'autres. En Espagne c'est par la lutte constante que les retraités ont fait plier le gouvernement et ont obtenu la hausse des pensions et leur indexation sur l'inflation et pour les salariés le SMIC à augmenté de 22%. Cela démontre que nous devons nous battre et que la victoire est possible.

Quelques informations sur le bilan des actions des retraités USR CGT d'Arles.

En 2018 nous avons organisée de nombreuses manifestations, délégations et signatures de pétitions sur le marché. Ces actions s'inscrivaient à l'appel de l'UCR CGT avec neuf organisations de retraités rassemblant une intersyndicale, à noter que la CFDT n'y participe pas.

Pour Arles nos rassemblement se sont déroulés devant la permanence de la député et en sous préfecture avec quelques animations, des scénettes l'une assimilant Macron à Harpagon et une autre démontrant le mépris du pouvoir qui s'octroie nos conquêtes en s'essuyant sur un paillason.

Lors de ces rassemblements et de façon récurrente la député et le sous préfet ne nous ont jamais reçu ; quel mépris pour les retraités d'Arles, de Tarascon et de Saint Martin-de-Crau représentant une population de plus de 18 000 retraités. A la manifestation 18 décembre 2018, le seul accueil qui nous a été réservé par l'Etat c'est l'envoi de 19 cars de CRS équipés jusqu'au dents !

Au préalable, avant chaque manifestation, nous avons organisé des assemblées générales et nous déplorons une faible participation des adhérents et militants.

L'UCR CGT a remis une pétition, avec 300 000 signatures de retraités, à l'assemblée nationale, pour qu'une proposition de Loi des finances rectificative soit débattue et votée, relative à la suppression de l'augmentation de la CSG. Pour Arles nous avons recueillis environ 600 signatures.

Par ailleurs l'USR CGT d'Arles à grandement participé à l'élaboration et au déroulement avec l'UL sur l'exposition et l'animation du cinquantenaire de mai 68. De façon permanente nous sommes impliqués au comité de défense des transports collectifs et nous participons au collectif services publics de l'UL.

Notre forme d'organisation locale

L'organisation des actions de l'USR CGT d'Arles repose sur un collectif de 7 camarades. Depuis 2018 nous avons mis en place un collectif élargi représentatif de l'ensemble des syndicats de retraités composé de 17 camarades ; celles et ceux qui souhaitent y participer sont les bienvenus. Le syndicalisme de proximité doit être développé, bien que pour certains nous soyons encore proche du syndicat de notre entreprise il est à constater que les retraités n'ont pas forcément d'attache territoriale

entre leur lieux de vie et la domiciliation de l'entreprise. Par ailleurs nous avons de nombreuses revendications qui relèvent de nos spécificités et dont certaines sont communes avec les actifs.

Nos revendications,

- la suppression des hausses de la CSG
- La revalorisation de toutes les pensions, la fin du gel des pensions le refus des 0,3% en 2019 et 2020.
- l'indexation des pensions sur l'augmentation des salaires, un minimum de pension au SMIC pour une carrière complète Smic que nous revendiquons à 1800€.
- le maintien des pensions de reversions actuelles et à venir sans conditions de ressources.
- La suppression de la CASA et la prise en charge de la perte d'autonomie à 100 % par la sécurité sociale par l'ouverture d'un droit universel dans le cadre du service public.
- Un rattrapage immédiat de 500 € pour toutes les pensions.
- Le rétablissement de la demi-part fiscale supplémentaire pour les parents isolés ayant élevés au moins un enfant.
- La non imposition de la majoration pour les foyers qui ont élevé trois enfants et plus sans attendre une réforme fiscale qui garantisse l'égalité des citoyens tout en finançant les services publics ,
- le développement et le renforcement des services publics indispensables aux populations en particulier dans le domaine de la santé
- la constructions d'EHPAD publics avec des tarifs accessibles à tous
- la gratuité des transports en commun sur le territoire des Bouches du Rhône.
- L'instauration de tarifs réduits pour tout ce qui touche, la culture, le sport , les loisirs pour une réelle vie sociale.

Les prochaines attaques de nos conquêtes par le gouvernement.

- la réforme des retraites qui engendrera des incidences sur nos pensions.
- la suppressions des services publics .

Camarades de nombreuses questions sont à débattre ;

- les gilets jaunes
- la lettre de Macron, ses débats et sa consultation dans les mairies
- les violences policières

- comment engager des actions de masse
- Nous sommes que seulement 147 adhérents pour une population de 18 000 retraités c'est insuffisant nous devons renforcer notre organisation, la continuité syndicale reste préoccupante, 7 syndiqués sur 10 ne renouvellent pas leurs adhésions à la CGT lors de leur départs à la retraite.
- et biens d'autres questions

Merci de votre écoute, la parole est à vous !